

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

QUESTION RELATIVE AUX PRÊTS SANS INTÉRÊT  
CONSENTIS AUX PAYS DE L'EXTRÊME-ORIENT

**M. Henry Latulippe (Compton):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Au sujet de la délégation canadienne dirigée par M. Gérin-Lajoie, l'honorable ministre pourrait-il dire à la Chambre si les 25 millions de dollars souscrits en faveur de la Banque asiatique, plus les 200,000 dollars destinés à un fonds spécial d'assistance et l'aide apportée à l'Inde, à Singapour, au Vietnam, à la Malaisie, à la Thaïlande et à l'Afrique francophone, ce qui représente un montant de plusieurs millions de dollars, seront les derniers prêts consentis sans intérêt?

**M. l'Orateur:** L'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures semble vouloir tenir la question comme avis. Pour le moment, la présidence donne la parole à l'honorable député d'Edmonton-Ouest.

\* \* \*

## LE PÉTROLE

LE PIPE-LINE DE L'ALASKA—LES ENTRETIENS AVEC  
LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

[Traduction]

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu la déclaration faite hier par son collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, à la suite de discussions de membres du cabinet avec des représentants de l'industrie pétrolière américaine au sujet du pipe-line de l'Alaska, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement envisage ou a envisagé une approche directe auprès du gouvernement des États-Unis afin de régler la question une fois pour toute et de donner à toute l'affaire une certaine crédibilité?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, comme je l'ai annoncé à la Chambre il y a quelques semaines, nous élaborons des plans pour consulter le gouvernement américain au sujet du problème du pipe-line de la côte ouest. Je suppose à cet égard que tous auront la chance de discuter des aspects de la situation.

**L'hon. M. Lambert:** Le ministre nous dirait-il si ces pourparlers vont avoir lieu d'ici quelques semaines, d'ici quelques mois ou le printemps prochain?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, j'espère que ce sera très bientôt. Les fonctionnaires compétents sont à décider du lieu et des mécanismes de ces pourparlers.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le temps réservé aux questions vient d'expirer. La présidence donne la parole au député de Saint-Jean-Ouest et remet les autres questions à demain.

[L'hon. M. Pelletier.]

## LES FINANCES

LES PROVINCES ET LES OBJECTIFS DE PLEIN EMPLOI ET  
DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE POUR 1971—LES  
MESURES EXPANSIONNISTES

**M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest):** Ma question s'adresse au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. Le gouvernement a-t-il l'intention d'essayer de s'entendre avec les provinces sur les objectifs qui seront fixés dans le budget de 1971, dans les domaines du plein emploi et de la croissance économique?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, nous rencontrons périodiquement les trésoriers et ministres des Finances provinciaux pour discuter avec eux de la situation économique et de l'orientation générale que les gouvernements devraient adopter au cours de la prochaine année.

**M. Carter:** Le ministre des Finances peut-il dire à la Chambre si la Banque du Canada a demandé au gouvernement de ne pas prendre d'autres mesures expansionnistes en 1971, et notamment de ne pas décréter de réduction d'impôts? Si oui, quelle est la position du gouvernement à ce sujet?

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, comme la Banque du Canada n'a pas l'habitude de donner au ministre des Finances des directives sur la politique fiscale, de pareilles instances n'ont pas été présentées.

**M. l'Orateur:** Passons à l'ordre du jour.

\* \* \*

## LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

## DÉCLARATION HEBDOMADAIRE

**L'hon. J. A. MacLean (Malpèque):** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Peut-être me permettrait-on de poser une question au président du Conseil privé. Voudrait-il dire quels travaux le gouvernement se propose de présenter au Parlement dans les prochains jours, et peut-être la semaine prochaine?

**L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, demain, nous commencerons par le bill sur l'organisation du gouvernement, suivi probablement du bill sur l'assurance-chômage d'abord, puis du bill sur le Code canadien du travail (normes). Après consultation, je pourrais essayer d'ajouter aussi la troisième lecture du bill sur les textiles, et les étapes du rapport des bills sur les poids et mesures et sur les sociétés d'investissement, mais, seulement après consultation avec les leaders.

LA DURÉE DES DISCOURS LORS DE L'ÉTUDE  
DES SUBSIDES

**L'hon. M. MacLean (Malpèque):** Monsieur l'Orateur, un autre rappel au Règlement. On s'est entendu, je crois, sur les points suivants pour le débat d'aujourd'hui: le premier porte-parole de chacun des partis limitera son dis-